



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERESIA

Route de Provins
77320 La Ferté-Gaucher

Références : E/25- 0749
Code AIOT : 0006500081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement CERESIA implanté Route de Villiers St Georges le fond de valure 77560 Beauchery-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERESIA
- Route de Villiers St Georges le fond de valure 77560 Beauchery-Saint-Martin
- Code AIOT : 0006500081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Coopérative Agricole de la Brie Est (CABE) a été autorisée à exploiter, sur le site de Beauchery-Saint-Martin, diverses installations classées par arrêté préfectoral n° 86 DAGR 2IC 010 du 19 février

1986. Cet arrêté a été complété par un arrêté préfectoral complémentaire n° 10 DAIDD 1IC 011 du 6 janvier 2010.

La société COHESIS a repris l'exploitation de ce site et a notifié le changement d'exploitant par courrier du 11 mai 2004. La société ACOLYANCE a ensuite repris l'exploitation de ce site et a notifié le changement d'exploitant par courrier du 11 juillet 2012. Puis, la société ACOLYANCE a changé de nom et s'appelle aujourd'hui CERESIA.

Le site relève du régime de l'autorisation pour ses silos de stockage de céréales.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Surveillance de l'exploitation	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Équipements de protection contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription,	1 mois pour la suite n°2025022 6-10, 3 mois pour les autres

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				Demande d'action corrective	suites
9	Conduite des installations	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Alimentation en combustible	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 12	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Contrôle de la combustion	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 13	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Détection de gaz et d'incendie	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 14	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
14	Règles d'exploitation	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 18	/	Demande d'action corrective	3 mois
15	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 19	/	Demande d'action corrective	3 mois
16	Maintenance	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 20	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Conditions des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
18	Surveillance des conditions d'ensilage	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
19	Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2	/	Demande d'action corrective	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens spécifiques de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 32	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Inertage	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que les installations soient globalement correctement exploitées, de nombreuses améliorations sont attendues afin d'obtenir une conformité complète vis-à-vis de la réglementation environnementale. L'inspection a constaté plusieurs faits susceptibles d'être à l'origine d'incidents/accidents et devant faire l'objet de mesures correctives dans les plus brefs délais. À ce titre, l'inspection des installations classées propose au préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Effets de l'électricité statique et des courants vagabonds
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2022
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

<p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 30/11/2021 : L'inspection a vérifié le dernier rapport de contrôle des installations électriques datant du 18/02/2021. Ce dernier fait apparaître une non-conformité concernant le dysfonctionnement du voyant de report de défaut d'isolement qui a été corrigé par le service maintenance.</p> <p>→ L'exploitant transmettra un document attestant de la remise en conformité du voyant de report de défaut d'isolement par le service maintenance.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle périodique des installations électriques du 15/02/2022 ne présentant aucune observation.</p> <p>→ Le constat de l'inspection du 30/11/2021 est clos.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques du 20/02/2025 sur lequel figurent 2 observations dont une avait déjà été relevée lors du contrôle précédent. L'une porte sur la présence de dégradations mécaniques au niveau de l'extracteur IP55. Pour cette dernière, l'exploitant a présenté le bon de commande associé à la réparation mais aucune intervention n'a encore été réalisée. L'autre porte sur la protection contre les surcharges non assurée au niveau de l'extérieur des silos et du séchoir. Pour celle-ci, aucune action corrective n'a encore été prévue puisque le contrôle a eu lieu quelques jours avant l'inspection.</p> <p>Suite n°20250226-1 : Il convient que l'exploitant mette rapidement en œuvre les mesures correctives permettant de solder les 2 observations du rapport de contrôle des installations électriques du 20/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
[...]

Constats :

Remarque n°2 de l'inspection du 04/06/2014 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter son plan de formation ainsi que les fréquences de renouvellement des formations.

Réponse de l'exploitant par courrier du 28/10/2014 : L'exploitant a fourni son plan de formation du personnel de Beauchery intégrant les fréquences de renouvellement.

Constat de l'inspection du 30/11/2021 : L'inspection a constaté que le plan de formation actuel présentait des formations IEP, séchage du grain et incendie récentes. Seule la formation incendie dispose d'un renouvellement périodique (tous les 3 ans environ).

→ L'exploitant ajoutera à son plan de formation la périodicité de renouvellement des formations IEP et de séchage du grain.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant a transmis son plan de formation auquel il a ajouté la périodicité de renouvellement des formations IEP et séchage du grain.

L'exploitant a présenté son tableau de suivi des formations des personnes travaillant sur site. Ce tableau de suivi porte notamment sur les formations suivantes : habilitation électrique, IEP (incendie explosion de poussières), conduite du séchoir. Des périodicités de renouvellement des formations sont précisées. L'inspection note que pour la formation conduite du séchoir la périodicité de renouvellement n'apparaît pas respectée : les dernières formations suivies sont en 2013 et 2014 pour les deux personnes travaillant sur site alors que périodicité de renouvellement est de 5 ans. L'exploitant explique que le tableau de suivi des formations ne doit pas être à jour mais n'a pas présenté d'attestations de formation plus récentes de ces deux personnes.

→ La remarque n°2 de l'inspection du 04/06/2014 est levée.

Suite n°20250226-2 : Il convient que l'exploitant respecte les périodicités de renouvellement de formation fixées dans son tableau de suivi des formations et tienne à jour celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens spécifiques de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens spécifiques de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2022

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation.

Toute installation de stockage de gaz inflammable liquéfié est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre ;
- d'un poste d'eau (bouches, poteaux, ...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 L/m²/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir doit être obtenue. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.

Ces moyens de secours (sauf système fixe d'arrosage de réservoir) doivent pouvoir être aussi utilisés en toute efficacité pour intervenir sur l'aire de ravitaillement par camions (cf. article 39).

Constats :

Non conformité n°2 de l'inspection du 04/06/2014 : L'exploitant n'est pas en mesure d'attester du bon fonctionnement du système d'arrosage automatique du réservoir de gaz inflammables liquéfiés avec le débit minimal requis (article 32 de l'arrêté du 6 janvier 2010).

Réponse de l'exploitant par courrier du 28/10/2014 : L'exploitant indique qu'un essai de fonctionnement a été réalisé avec enregistrement dans le registre incendie et joint une photo où l'on peut observer un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir.

Constat de l'inspection du 30/11/2021 : Des tests de fonctionnement du système d'arrosage automatique sont réalisés une fois par an en début de séchage. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le débit minimum nécessaire (6L/m²/min) était effectif.

→ L'exploitant devra justifier que le débit minimum nécessaire de 6L/m²/min est bien effectif.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant a présenté le détail du calcul de la surface du réservoir ainsi que le débit du système d'extinction. Ces éléments démontrent que le débit minimum nécessaire de 6 L/m²/min est bien disponible.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 04/06/2014 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds et la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2022

Prescription contrôlée :

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.

Le silo ne dispose pas de relais, d'antennes d'émission ou de réception collective sur ses toits sauf si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussière. Les conclusions de cette étude sont prises en compte dans les études relatives à la protection contre la foudre.

Constats :

Non-conformité n°8 de l'inspection du 04/06/2014 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre de suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives (article 6.2 de l'arrêté du 6 janvier 2010).

Réponse de l'exploitant par courrier du 28/10/2014 : L'exploitant assure mettre en place, avec ses prestataires électriciens intervenant dans le cadre des mises en conformité, une traçabilité plus formelle. Il affirme que ceux-ci marqueront directement sur le rapport de vérifications leurs

interventions.

Constat de l'inspection du 30/11/2021 : Il n'existe pas de suivi formalisé des mesures correctives à proprement parler mais une GMAO dans laquelle sont renseignées toutes les actions correctives mises en place pour l'ensemble de l'installation (électrique ou non). De plus, la GMAO ne permet pas d'établir un lien entre les écarts relevés lors des vérifications des installations électriques et leurs opérations de maintenance. L'inspection a constaté sur le dernier rapport de vérification des installations électriques du 18/02/2021 qu'un écart concernant le voyant de report de défaut d'isolement avait été relevé. Cet écart était indiqué de « niveau fort » et avait déjà été signalé. L'inspection considère que la GMAO, telle qu'elle est exploitée aujourd'hui, n'est pas suffisante pour prendre en compte les mesures correctives des installations électriques.

→ L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives (article 6.2 de l'arrêté du 6 janvier 2010).

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant transmet le schéma de prise en compte, par son service maintenance, des anomalies relevées pour mener les actions correctives correspondantes. Il affirme qu'en complément, une priorisation est effectuée en fonction du classement ICPE et du niveau de risque identifié pour l'anomalie et précise qu'une traçabilité se met actuellement en place via la GMAO. Enfin, il affirme qu'une procédure encadrant ces consignes est en cours d'élaboration.

L'exploitant indique que le référent électrique assure un suivi de la levée des observations via la GMAO et l'intranet. Aucun justificatif n'a pu être présenté.

→ **La non-conformité n°8 de l'inspection du 04/06/2014 n'est pas levée. Il convient que les outils de suivi de la prise en compte des mesures correctives, associées aux observations relevées lors des contrôles des installations électriques, soient adaptés pour que chaque observation relevée soit associée à une ou plusieurs mesures correctives.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vieillesse des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesse des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Constats :

L'inspection a consulté le rapport de vérification des structures des silos du 29/01/2025. Celui-ci présentait de nombreuses observations. L'inspection note que le rapport d'une année N est un copier-coller du rapport de l'année N-1 auquel de nouvelles observations sont rajoutées en couleur et sur lequel les observations soldées sont barrées. L'exploitant indique que des actions peuvent être entreprises si de grosses évolutions sont constatées d'une année à l'autre.

Aucun contrôle visuel n'a été réalisé en interne en 2024 puisqu'une entreprise extérieure est intervenu pour diagnostic technique de l'ensemble du site. À ce titre, l'exploitant a présenté le rapport associé du 26/06/2024. Ce dernier mentionnait les interventions qu'il était nécessaire de réaliser. L'exploitant a indiqué que certaines avaient été réalisées, sans présenter aucun justificatif.

Suite n°20250226-3 : L'exploitant justifiera que les actions correctives à mettre en œuvre suite aux conclusions du rapport de diagnostic technique de l'ensemble des structures du site du 26/06/2024 ont été réalisées.

L'exploitant a présenté sa procédure « *surveillance visuelle du vieillissement des structures* » mentionnant « *effectuer annuellement pour les sites à autorisation une vérification visuelle de l'état physique des parois de stockage et des sols des cases à engrais* ». L'inspection considère que la rédaction laisse penser qu'il n'est pas imposé la réalisation d'une vérification visuelle de l'état des parois des silos de stockages de céréales.

Suite n°20250226-4 : L'exploitant mettra à jour sa procédure « *surveillance visuelle du vieillissement des structures* » afin qu'elle mentionne la nécessité de réaliser un contrôle visuel des parois des cellules des silos au moins une fois par an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Équipements de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par :

- Des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

<ul style="list-style-type: none"> • Deux poteaux d'incendie normalisés, à moins de 100 m des installations d'un débit de fonctionnement simultané de 120 m³, à défaut d'une réserve d'eau de 240 m³ au minimum. • Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans les tours de manutention et dans les séchoirs de céréales.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste générique des moyens incendie présents sur site ne précisant pas le nombre d'équipement ni leur localisation. L'inspection note tout de même que la procédure d'intervention dispose d'un plan sur lequel figurent les 2 colonnes sèches et la bâche incendie (indiquée par le terme « eau ») du site.</p> <p>Suite n°20250226-5 : Il convient que l'exploitant dispose d'une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs, de 2 colonnes sèches et d'une bâche incendie de 250 m³.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de vérification des extincteurs du 21/10/2024 et le rapport de vérification des 2 colonnes sèches du 21/05/2024 ne présentant aucune observation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Inertage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Inertage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans les délais compatibles avec une intervention dans une cellule béton fermée du site.</p> <p>Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.</p> <p>Sont également mentionnés dans cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ; • le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ; • les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. <p>L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure d'intervention en situation d'urgence précisant les caractéristiques des installations relatives à l'inertage ainsi que le délai d'approvisionnement en</p>

gaz inerte de 12 h et les coordonnées des fournisseurs de gaz inerte. Elle précise également les différentes actions à réaliser selon le type de feux (de surface, à cœur de cellule) et en cas d'auto-échauffement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître
- les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié
- les moyens de lutte contre l'incendie
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement
- la procédure d'inertage

L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident :

- des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O₂, ...) dans la ou les cellules en feu,
- des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement,
- des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant , et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires,
- de moyens nécessaires pour réaliser une vidange en sécurité des cellules,
- ainsi que des moyens organisationnels associés.

Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus.

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie.

A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté sa procédure d'intervention en situation d'urgence affichée au bureau d'exploitation. Elle comporte un plan des installations, les risques majorants que présentent les installations (incendie et explosion du silo) ainsi que des précisions sur les actions attendues en fonction du type de feux (de surface ou à cœur des cellules), en cas d'auto-échauffement ou d'incendie de séchoir; les moyens de lutte contre l'incendie, les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours (indications sur la bêche incendie et les typologies de risques présents), les stratégies d'intervention en cas de sinistre et la procédure

d'inertage.

Cette procédure ne mentionne pas les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié (mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation). L'exploitant indique qu'il ne dispose pas de ce type de mesures sur site. Néanmoins, dans l'étude de dangers déposée en novembre 2006, et d'après le rapport d'instruction de cette étude de dangers, l'exploitant indique que plusieurs aménagements ont été mis en place pour limiter les effets d'une explosion, à savoir :

- la couverture de la galerie supérieure est facilement éventable,
- les galeries inférieure et supérieure du silo à fond plat sont découplées entre elles, et sont découplées avec la tour de manutention,
- le système d'aspiration des poussières est extérieur à la tour de manutention et dispose d'un évent d'explosion,
- la tour de manutention dispose de parois soufflables suffisantes,
- la galerie inférieure du silo béton n'est pas enterrée

L'inspection avait également indiqué dans son rapport que « *L'exploitant ne précise pas la structure des galeries inférieure et supérieure (béton, métallique, etc.) et de la couverture des cellules de stockage. [...] Concernant les surfaces éventables, l'exploitant précise que la tour de manutention et la galerie sur-cellules disposent de surfaces éventables. Toutefois, la description des installations et des surfaces éventables sont très insuffisantes* ». Cela avait conduit à introduire la prescription suivante dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/01/2010 (article 10.2) :

"L'exploitant devra, sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, apporter une description détaillée des différentes installations du silo (tour de travail, galeries, cellule, séchoir, etc.) et de leurs structures (métallique, béton, fibrociments etc.), et préciser la nature et la superficie des surfaces éventables existantes."

Suite n°20250226-6 : L'exploitant transmettra la description détaillée des différentes installations du silo (tour de travail, galeries, cellule, séchoir, etc.) et de leurs structures (métallique, béton, fibrociments, etc.), et la nature et la superficie des surfaces éventables existantes, en application de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 06/10/2010. Enfin, il complètera sa procédure d'intervention en situation d'urgence afin qu'elle mentionne les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.

L'inspection relève que l'auto-échauffement est abordé de manière incomplète dans la procédure : quelques indications sont précisées dans la procédure mais ne sont pas spécifiques à l'auto-échauffement. Par ailleurs, il n'est pas précisé dans quel cas appliquer les différents scénarios mentionnés dans la procédure.

Suite n°20250226-7 : L'exploitant veillera à disposer d'une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement dans sa procédure d'intervention en situation d'urgence et à préciser dans quel cas appliquer les différents scénarios mentionnés dans cette procédure.

L'exploitant indique disposer de sondes thermométriques lui permettant de surveiller et contrôler l'évolution de la situation en cas d'incident/accident. Il dispose également d'une caméra thermique et de détecteurs mobiles de gaz au sein de son service. Si nécessaire, il précise que de l'émulseur est disponible à 1h30 de route du site, qu'un piquage supplémentaire pour l'inertage peut être réalisé par le service maintenance et que le gaz inerte peut être livré par Air Liquide. Si une vidange des cellules est nécessaire en situation d'urgence, elle est réalisée via le circuit de manutention classique ou via la réalisation d'un trou dans la cellule. En cas de situation

accidentelle, les agents du site indiquent appeler les pompiers puis leur responsable au niveau du groupe.

Suite n°20250226-8 : L'exploitant complétera sa procédure d'intervention en situation d'urgence afin de préciser les moyens dont il dispose en application du 3e alinéa de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 06/10/2010 et dont il doit s'assurer d'une mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident.

L'exploitant indique qu'une sensibilisation du personnel du site a été réalisée mais n'a présenté aucun justificatif. Il ajoute que des indications sur les risques sont présentées au personnel saisonnier mais ces indications ne portent pas sur l'application de la procédure susvisée.

Suite n°20250226-9 : L'exploitant justifiera que le personnel, y compris intérimaire et saisonnier, est entraîné à l'application de la procédure d'intervention en situation d'urgence ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'exploitant ne réalise pas d'exercice incendie de silo tous les 2 ans.

Suite n°20250226-10 : Il convient que l'exploitant réalise, au plus vite, un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours devront être informés préalablement de la date de cet exercice. À l'issue, un compte-rendu et un bilan des actions correctives devront être rédigés et transmis à inspection des installations classées. À l'avenir, il veillera à réaliser ces exercices a minima tous les 2 ans.

Cette dernière suite fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois pour la suite n°20250226-10, 3 mois pour les autres suites

N° 9 : Conduite des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en

sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Constats :

Non-conformité n°1 suite à l'inspection du 03/11/2014 : Les opérateurs n'ont pas procédé à une consignation des vérifications des paramètres de fonctionnement et de sécurité, contrairement à la consigne de conduite élaborée en application des articles 11 et 19 de l'arrêté préfectoral (à l'exception de quelques relevés sur le taux d'humidité notamment). L'inspection considère que ce défaut révèle un manque de rigueur ainsi qu'un manque de conscience et/ou de compréhension par les opérateurs de l'importance du suivi des paramètres relevés.

Réponse de l'exploitant par courrier du 01/12/2014 : L'exploitant indique dans son rapport d'incident qu'une sensibilisation des exploitants à l'obligation d'appliquer les consignes d'exploitation avec rigueur (notamment l'enregistrement des paramètres) sera réalisée à court terme.

Constat de l'inspection du 30/11/2021 : L'inspection a constaté que le taux d'humidité était consigné toutes les heures lors du fonctionnement du séchoir dans un classeur de suivi des consignes séchoirs. En revanche, bien que les vérifications olfactives, visuelles et de températures soient réalisées toutes les heures, elles ne sont pas consignées dans ce classeur comme le prévoient les consignes générales de conduite des séchoirs.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant indique que le tableau de suivi d'exploitation du séchoir intégrera le suivi des vérifications olfactives, visuelles et de température en plus des paramètres déjà consignés, et ce, dès la prochaine campagne. Dans l'attente, il affirme qu'une modification du tableau de suivi sera réalisée.

L'exploitant a présenté ses consignes générales de conduite des séchoirs qui prévoient un relevé toutes les heures de l'humidité du grain à la sortie du séchoir, de la température du grain en sortie du séchoir ainsi qu'une vérification visuelle et olfactive. Le logiciel de suivi des paramètres du séchoir est cohérent avec la consigne concernant les relevés de températures et d'humidité. Néanmoins, la vérification visuelle et olfactive supposée réalisée ne fait l'objet d'aucun enregistrement.

→ La non-conformité n°1 suite à l'inspection du 03/11/2014 n'est toujours pas levée. Il convient que les vérifications visuelles et olfactives réalisées toutes les heures en période de séchage fasse l'objet d'un enregistrement.

Enfin, l'exploitant indique que si l'installation se met automatiquement à l'arrêt par mesure de sécurité, elle ne peut être redémarrée avant que le défaut ne soit acquitté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'alimentation en gaz sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>La coupure de l'alimentation en gaz est également assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Un organe de coupure rapide équipe chaque séchoir au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p>
Constats : <p>Les réseaux d'alimentation en gaz longent les murs et sont positionnés en hauteur à l'intérieur du bâtiment de séchage, ils sont donc à l'abri des agressions extérieures. Ils sont repérés en jaune.</p> <p>Une vanne de coupure manuelle de l'alimentation en gaz est présente à l'extérieur, dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, et situé en aval du stockage de combustible. Cette vanne est repérée par un panneau. Une indication du sens de la manœuvre et des positions ouverte et fermée est également précisée.</p> <p>La coupure d'alimentation en gaz est également assurée par 2 vannes automatiques placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz et à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies à un pressostat. Néanmoins, l'inspection n'a pas constaté la présence de détecteurs de gaz auxquels ces vannes devraient également être asservies. La position ouverte ou fermée de ces vannes est clairement identifiable grâce à des boutons LED.</p>

<p>Suite n°20250226-11 : L'exploitant justifiera que les deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz.</p> <p>Enfin, un organe de coupure rapide équipe le séchoir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les séchoirs sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les brûleurs gaz sont installés avec les sécurités nécessaires conformément à la norme en vigueur EN 746.2, comportant à la fois sectionnement, contrôle d'étanchéité et pressostats maxi et mini sur toutes les régulations.</p> <p>Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les séchoirs sont équipés de dispositifs tels que des sondes de température et contrôleur de flamme selon l'exploitant, qui permettent de contrôler le bon fonctionnement du séchoir et de le mettre en sécurité en cas de défaut. L'inspection a constaté l'affichage de la température au niveau de l'automate ainsi que le message susceptible de s'afficher en cas de défaut.</p> <p>Suite n°20250226-12 : L'exploitant justifiera que les brûleurs gaz sont installés avec les sécurités nécessaires conformément à la norme en vigueur EN 746.2, comportant à la fois sectionnement, contrôle d'étanchéité et pressostats maxi et mini sur toutes les régulations.</p> <p>Les anomalies de fonctionnement sont affichées sur l'automate localisé à proximité immédiate du bâtiment de séchage. Aucun report au bureau d'exploitation n'est assuré. L'exploitant explique néanmoins qu'une alarme sonore retentit et permet au personnel présent dans le bureau d'exploitation d'être averti. L'inspection n'a néanmoins pas constaté de dispositif d'alarme sonore.</p> <p>Suite n°20250226-13 : L'exploitant justifiera qu'une alarme sonore permet d'avertir le personnel du site présent dans le bureau d'exploitation en cas de défaut constaté sur l'installation de séchage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 12 : Détection de gaz et d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du gaz et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 12 (alimentation en combustible). Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 60 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 15 (matériels électriques) du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Les séchoirs sont équipés d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air.

Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie.

Constats :

Le séchoir du site n'est ni exploité sans surveillance permanente ni implanté en sous-sol. Il ne dispose pas de détecteurs de gaz.

Les sondes de température réparties dans l'installation assurent une détection incendie. En cas de détection, l'exploitant indique qu'une alarme sonore se déclenche et que les brûleurs et ventilateurs sont arrêtés. L'inspection n'a pas constaté de dispositif d'alarme sonore (voir point de contrôle précédent). Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas de volets d'air (voir point de contrôle suivant). Enfin, si un incident ou accident est identifié par l'un des agents du site, il prévient son/ses collaborateur(s) via un téléphone portable.

Suite n°20250226-14 : La détection incendie du séchoir ne commande pas la fermeture des volets d'air.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux ci sont constitués au minimum d'extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, à proximité des dégagements, biens visibles et facilement accessibles. A défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute des séchoirs.</p> <p>Le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun dispositif d'obturation n'est implanté sur les entrées d'air du séchoir pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>Suite n°20250226-15 : Il convient que l'exploitant dispose de dispositifs d'obturation sur les entrées d'air de son séchoir pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>Cette suite fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.</p> <p>Au niveau du séchoir, l'inspection a constaté l'accès à une colonne sèche ainsi qu'à un extincteur.</p> <p>En cas d'incendie ou d'échauffement anormal, le grain présent dans la colonne de séchage ne peut être évacué rapidement par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction. L'exploitant a indiqué ne pas disposer de trappe vite-vite.</p> <p>Suite n°20250226-16 : Il convient que le grain présent dans la colonne de séchage puisse être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p> <p>Cette suite fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en route du séchoir, il est procédé à un nettoyage soigné de la colonne sécheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérage, parois chaudes...)</p> <p>Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.</p> <p>La colonne de séchage est totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h.</p> <p>Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur-épurateur et si nécessaire, par un nettoyeur-séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage.</p> <p>Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche de nettoyage du séchoir du 12/02/2025 indiquant qu'un nettoyage complet a été réalisé après la dernière période de séchage. Pendant la campagne de séchage, un nettoyage est réalisé chaque semaine. L'exploitant précise qu'en cas de changement de produit à sécher, il procède également à un nettoyage avant introduction d'un nouveau produit, néanmoins, il indique qu'un changement de produit à sécher pendant une campagne de séchage n'a jamais eu lieu jusqu'à présent.</p> <p>En cas d'arrêt du séchoir de plus de 24 h pour du tournesol et de 48 h pour du maïs, l'exploitant procède à une vidange du séchoir. Il explique que la ventilation est toujours en marche si les brûleurs sont arrêtés et que des extractions manuelles sont réalisées.</p> <p>Suite n°20250226-17 : La colonne de séchage n'est pas totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h. L'exploitant veillera à se conformer à cette disposition. Si celle-ci n'apparaît pas compatible avec les conditions normales d'exploitation, l'exploitant pourra solliciter une modification de cette disposition sur demande argumentée.</p> <p>Les céréales sont nettoyées avec un émotteur-épurateur avant entrée dans le séchoir, puis avec un nettoyeur-séparateur en sortie de séchoir.</p> <p>L'exploitant procède à une prise d'échantillon en entrée et sortie de séchoir pour contrôler l'humidité. Il indique que la fermentation des céréales se détecte par l'humidité et la température mesurées ainsi que par l'odeur de l'échantillon.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les températures maximales de fonctionnement suivant la nature des produits à sécher, • les conditions de mise en marche et d'arrêt de la ventilation et des brûleurs (en particulier toute mise en route du brûleur fait l'objet d'une ventilation préalable), • les fréquences de vidanges des chambres à poussières, <p>Ces consignes son régulièrement mises à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les locaux de séchage étaient propres lors de la visite des installations. L'exploitant procède au nettoyage de ses installations notamment par l'utilisation d'un aspirateur, constaté par l'inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté ses consignes d'exploitation du séchoir. Dans celles-ci figurent les températures maximales de fonctionnement suivant la nature des produits à sécher ainsi que les conditions de mise en marche et d'arrêt de la ventilation. Les consignes relatives à la mise en marche et arrêt des brûleurs méritent d'être précisées. Enfin, ces consignes mentionnent la nécessité de retirer les déchets secs collectés dans les caissons.</p> <p>Suite n°20250226-18 : L'exploitant veillera à préciser, dans ses consignes d'exploitation du séchoir, les conditions de mise en marche et d'arrêt des brûleurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance</p>

(automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains ...). La fréquence de la réalisation de ce programme est défini par l'exploitant dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>La procédure relative à la conduite du séchoir, consultée par l'inspection, précise qu'entre deux campagnes de séchage le service maintenance missionne une société extérieure habilitée qui vérifie le fonctionnement des séchoirs. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle du séchoir.</p> <p>Suite n°20250226-19 : L'exploitant transmettra le dernier rapport relatif à l'entretien, au contrôle et à la maintenance du séchoir ainsi que les justificatifs des éventuelles réparations associées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Conditions des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions des rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure des poussières rejetées à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°9 de l'inspection du 04/06/2014 : L'exploitant n'a pas réalisé de mesure des poussières rejetées à l'atmosphère (article 21 de l'arrêté du 6 janvier 2010).</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 28/10/2014 : L'exploitant affirme que son prestataire de vérification n'est pas en mesure de réaliser les mesures de rejets de poussières pour des raisons techniques et de planning. Une étude technico-économique sera lancée pour permettre de réaliser ces prélèvements pour la campagne 2015.</p> <p>Constat de l'inspection du 30/11/2021 : Un rapport de mesures des rejets de poussières du</p>

<p>24/09/2018 a été présenté à l'inspection et ne présente aucune non-conformité. Un rapport de campagne de retombées atmosphériques du 09/03/2021 a également été présenté mais ne correspond pas aux mesures demandées par la prescription. Les mesures devant être réalisées en 2021 ne peuvent avoir lieu pour des raisons techniques et de planning (un courrier de l'organisme agréé l'atteste). Les prochaines mesures seront réalisées en 2022 lors de la prochaine campagne.</p> <p>→ L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de mesure des poussières rejetées à l'atmosphère dans les 3 ans suivant le dernier contrôle. Il transmettra le rapport de mesures de 2022 dès sa réception.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 17/03/2022 : L'exploitant indique qu'il transmettra les résultats des mesures des rejets atmosphériques prévues pour la prochaine campagne de séchage (automne 2022), dès qu'ils seront disponibles. Ces résultats de mesures n'ont jamais été transmis.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune mesure n'a été réalisée puisque celle-ci n'aurait pas pu être "COFRAC" selon le prestataire. En effet, il indique que ces mesures des rejets atmosphériques auraient été réalisées au débouché puisqu'il n'existe pas de trappe normalisée pour effectuer les mesures plus en amont et techniquement il n'est pas possible d'en mettre une.</p> <p>→ La non-conformité n°9 de l'inspection du 04/06/2014 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Surveillance des conditions d'ensilage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté une infiltration d'eau en toiture du silo métallique, donnant directement sur les cellules de stockage et notamment sur un transporteur à bande, chargé de transporter les céréales jusqu'aux cellules de stockage. Il est possible que d'autres infiltrations d'eau soient présentes en toiture du silo plat. Celle identifiée a pu l'être du fait de l'arrêt du transporteur à bande et de la flaque formée sur celui-ci.</p> <p>Suite n°20250226-20 : L'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage, et notamment au niveau du silo métallique. Il convient que l'exploitant procède au plus vite aux réparations</p>

<p>nécessaires pour supprimer les infiltrations d'eau dans ses capacités de stockage de céréales et assure une surveillance renforcée dans l'attente de ces réparations.</p> <p>Cette suite fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos et les séchoirs ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>[...]</p> <p>En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ; • équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ; • vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)... <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté une accumulation de poussières au niveau de l'étage 3 de la tour de manutention.</p> <p>Suite n°20250226-21 : Il convient que l'exploitant procède au plus vite au nettoyage de l'étage 3 de la tour de manutention et s'assure en tout temps de la propreté de ses installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours